

AMANDINE : “Aucune école en France ne peut accueillir mon fils autiste. J'attaque l'Etat pour discrimination”

Pour scolariser son fils autiste, cette maman a dû se tourner vers la Belgique. Une situation scandaleuse et loin d'être isolée.

Pas la peine d'aller dans un pays lointain pour constater que certains enfants sont privés d'école. En France, l'accès à l'éducation est un droit parfois bafoué. En 2011, près de 4 000 enfants handicapés sont dans l'impasse. Parmi eux, Maxence. Ce garçon de 6 ans n'a pas trouvé de place dans une école proche de chez lui, à Petite-Forêt, près de Valenciennes (Nord), car il souffre d'autisme. Un trouble du développement qui l'empêche d'apprendre au même rythme que les autres. « Le 2 septembre, mon fils aurait dû faire sa rentrée scolaire, explique sa maman, Amandine Weaver. L'école est obligatoire à partir de 6 ans, mais lui restait sur le carreau. Ce jour-là, je suis restée à la maison à pleurer de rage. » Pas question de baisser les bras. Cette maman de 28 ans frappe à toutes les portes, écrit au recteur, au président de la République, en vain. « On ne pouvait rien faire pour nous. Il n'y avait de place nulle part. Faute d'auxiliaire de vie scolaire, l'école publique ne pouvait pas l'accueillir et l'école spécialisée ABA a déjà 1 800 enfants en attente ! Mon fils réclamait d'aller à l'école, comme son petit frère. »

“C'est le contribuable belge qui offre un avenir à mon fils”

Amandine contacte la presse et les radios locales. Un chauffeur de taxi entend son appel au secours. Coup de chance, cet homme conduit chaque jour des enfants handicapés dans des écoles belges. Il en parle à la directrice d'une école publique spécialisée au Havré, près de Mons, en Belgique. Emue par la situation, celle-ci contacte immédiatement la famille. « Son école était située à 50 km de chez nous. Elle a proposé d'accueillir Maxence. Une



Amandine est une jeune maman déterminée. Elle veut que Maxence, 6 ans, son fils aîné, ait les mêmes droits que son petit frère.

semaine plus tard, le 6 décembre, il faisait sa rentrée ! Depuis, mon fils rayonne de bonheur. En deux mois et demi, il a consolidé ce qu'il avait appris avec moi et a beaucoup progressé. Il sait compter jusqu'à 10, écrire son nom et son prénom, il connaît son alphabet et commence même à lire. Là-bas, on m'a expliqué qu'il avait beaucoup de potentiel et aucune déficience intellectuelle. Il y a trois ans, à l'hôpital psychiatrique où il était suivi près de chez nous, le discours était tout autre : il n'avait aucun avenir. Pire, je devais faire le deuil de mon enfant. » Amandine réussit à placer deux autres enfants autistes dont elle a rencontré les parents à l'hôpital psychiatrique. « J'espère qu'à la rentrée prochaine, ils seront six petits Français. Cette école belge est publique et gratuite. C'est le contribuable belge qui offre un avenir à mon enfant ! La France devrait

être en mesure de proposer un tel accueil. C'est un droit. Face à cette injustice, j'ai décidé d'attaquer l'Etat. » Fin décembre, son avocat, M^e Hugo van Cauwenberge, a donc déposé plainte auprès du procureur de la République : « Ma cliente attaque l'Etat français pour discrimination à l'accès à l'éducation. Le cas de Mme Weaver est l'arbre qui cache la forêt. La France propose trop peu de solutions aux familles d'enfants autistes. C'est une infraction grave et nous visons une condamnation pénale. » Depuis, Amandine a créé une association, Le monde de Maxence. « Je n'aurais jamais pensé être aussi combative. Je suis une meilleure personne grâce à mon fils. Je l'en remercie. »

CHRYSTELLE GABORY
christelle.gabory@mondadori.fr

Pour contacter Amandine Weaver :
amandine-weaver@bbox.fr